

**EXTRAIT DU REGISTRE DES  
DELIBERATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT  
DU 2 DECEMBRE 2015**

**FN/RT**

**OBJET : N° 5 .2.2 – ACCORD CADRE DE MAÎTRISE D'ŒUVRE ALIMENTATION EN EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT -**

L'an deux mille quinze, le deux du mois de décembre à neuf heures quinze minutes, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le Président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis quartier Les Vergnades à LARGENTIERE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, Président du Syndicat.

**Etaient présents :**

M. Jean PASCAL, Président du Syndicat,  
M. Philippe SAUBIN, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jacques CHARRIERE, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jean-Claude BACCONNIER, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jean-Manuel GARRIDO, Vice-Président du Syndicat,  
M. Philippe MERINE, Vice-Président du Syndicat,  
M. Christian FAUGIER, Vice-Président du Syndicat,  
Mme Geneviève CHASTAGNIER, Vice-Présidente du Syndicat.

M. Joseph FALLOT, Membre du Bureau,  
M. Stéphane CIVIER, Membre du Bureau,  
M. Jean-Marie DURIEU, Membre du Bureau,  
M. Patrice FLAMBEAUX, Membre du Bureau.  
M. James BELLOT, Membre du Bureau,  
Mme Dominique CHAGNOL, Membre du Bureau.

**Etait absent excusé :**

M. Gilles DEVANCIARD, Vice-Président du Syndicat.

M. Jean-Pierre IMMACOLATO, Membre du Bureau.

**Etaient absents :**

M. Angelin RAMANMALI, Vice-Président du Syndicat

M. René UGHETTO, Membre du Bureau,  
M. Marc SOUTEYRAND, Membre du Bureau,  
Mme Jessica KONARZEWSKI, Membre du Bureau.

**A été élu secrétaire de séance :** M. Stéphane CIVIER.

**OBJET : N° 5.2.2 – ACCORD CADRE DE MAÎTRISE D'ŒUVRE ALIMENTATION EN EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT -**

Envoyé en préfecture le 16/12/2015

Reçu en préfecture le 16/12/2015

Affiché le

ID : 007-250700267-20151202-2015BS120055-DE

(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération du Comité Syndical en date du 26 mai 2014).

Toute réalisation d'investissements nécessite, à minima, l'intervention de trois acteurs : le maître de l'ouvrage, le maître d'œuvre et l'entreprise. Il appartient au maître de l'ouvrage de définir et d'arrêter ses besoins (programme, enveloppe financière). Sur cette base, le maître d'œuvre assure les études puis la direction du chantier, l'entreprise réalisant le chantier.

Il est proposé de renouveler la technique de l'accord-cadre pour des missions de maîtrise d'œuvre. Les éléments de mission demandés au maître d'œuvre (AVP, PRO, ACT, EXE ou VISA, DET et AOR) sont définis dans chaque marché subséquent, étant précisé que l'ensemble des éléments ne sera pas forcément nécessaire pour chaque marché.

Les Accords-cadres actuellement en cours ont été notifiés le 3 avril 2014 pour une année. Ils ont été renouvelés une fois pour une durée d'un an.

A titre d'information :

- le SEBA a engagé un montant de 95 075,00 € dans le cadre du précédent accord cadre sur une année (période avril 2014 / avril 2015).
- L'un des quatre bureaux d'études ayant répondu à l'accord cadre ne donne plus suite aux consultations pour les marchés subséquents.
- Conformément à l'article 76 du code des marchés publics, il est stipulé que « le pouvoir adjudicateur peut s'adresser à un prestataire autre que le ou les titulaires de l'accord-cadre, pour autant que le montant cumulé de tels achats ne dépasse pas la somme de 10.000 Euros HT » sur la durée de l'accord cadre. Il s'avère qu'au sein du SEBA il est réalisé entre 4 000 et 5 000 € par an de maîtrise d'œuvre interne.
- Les accords-cadres « mission de Maîtrise d'œuvre » s'achèvent le 3 avril 2016.

Il est proposé de lancer une nouvelle consultation. Pour la consultation des entreprises, le mode de dévolution et les critères de choix pour l'accord-cadre ainsi que pour les marchés subséquents doivent être arrêtés.

Le Bureau Syndical est amené à délibérer sur les propositions suivantes :

- **DETERMINER** que l'accord cadre s'appliquera aux programmes relatifs à la mise en place de canalisations, branchements, équipements hydrauliques et électromécaniques dont le montant plafond des travaux n'excède pas 500 000 € HT,
- **DETERMINER** que les travaux de ce type seront exclus du champ d'application de l'accord cadre lorsqu'ils sont annexes à une station de traitement d'eau potable, à un réservoir ou à une station d'épuration ainsi que les mises à niveau d'ouvrages.
- **DECIDER** des critères d'attribution et leur pondération pour l'accord cadre :
  - Prix des prestations appréciés notamment au vu du plafond de rémunération proposé à l'Article 3 de l'Acte de l'Engagement et des honoraires de chacun des 3 chantiers type (pondération 40 %),
  - Valeur technique de la proposition au vu des mémoires techniques correspondants remis (pondération 60 %).
- **DECIDER** des critères d'attribution et leur pondération pour les marchés subséquents :
  - Prix (pondération 60 %),
  - Valeur technique appréciée notamment au vu des compétences de la personne qui effectuera réellement le suivi de chantier, le nombre de réunions et de visites inopinées proposées (pondération 40 %).
- **AUTORISER** le Président à :
  - **LANCER** la consultation selon une procédure adaptée avec les principes suivants :
    - Accord cadre pour une durée de deux ans, reconductible 1 fois,
    - Montant global des engagements de cet accord cadre, relatif aux honoraires de maîtrise d'œuvre, ne pouvant en tout état de cause pas dépasser 385 000 € HT,
    - Consistance des prestations telles que présentées ci-dessus,
    - Accord cadre conclu avec plusieurs titulaires, dont le nombre maximum ne devra pas dépasser cinq,
    - Afin de donner une idée au candidat du type de prestations et afin de pouvoir comparer les offres, trois chantiers « type » seront proposés pour permettre d'apprécier la prestation des bureaux d'études candidats.
  - **SIGNER** les pièces afférentes à cet accord cadre et à faire toutes les démarches nécessaires pour sa mise en œuvre dans le cadre de l'économie présentée ci-dessus,
  - **AVOIR RECOURS**, si besoin, à l'assistance de la commission d'appel d'offres lors d'éventuelles phases de négociations.

Après en avoir délibéré, le Bureau Syndical, à l'unanimité des membres présents, **ADOpte** ces propositions.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,  
Le Président,

Jean PASCAL

- 2 - Bureau Syndical du 02/12/2015

« La Sigalière » – Les Vergnades – 07110 LARGENTIÈRE

Tél. 04 75 89 96 96 – Fax : 04 75 89 96 97 – E.mail : [administration@seba-eau.fr](mailto:administration@seba-eau.fr) - Site internet : [www.seba-eau.fr](http://www.seba-eau.fr)